



REPUBLIQUE DU BENIN

CENTRE BENINOIS POUR LE DEVELOPPEMENT DES  
INITIATIVES A LA BASE (CBDIBA)

BP 256 Bohicon Tel : (229) 22 51-04-85 /22 51-10-96

Fax : (229) 51-07-33 Email : [cbdiba@bow.intnet.bj](mailto:cbdiba@bow.intnet.bj)

# RAPPORT D'ACTIVITES

## 2011

Bohicon, Janvier 2012

Nous n'avons ni piste, ni centre de santé, ni école. Ou'allons-nous faire ?



Il paraît qu'une organisation accompagne les villages pour trouver une solution à tt cela



Comment faire pour connaître cette organisation ?

Moi je la connais. Elle est située à Bohicon au bord de la route inter-Etat Cotonou-Parakou non loin de la scierie de l'ONAB



Tâchons d'aller voir les responsables de cette organisation le plus tôt possible.

## CBDIBA-ONG



Nous sommes disponibles à vous apporter l'accompagnement nécessaire afin que vous trouviez la réponse à vos problèmes de développement

Le CBDIBA c'est aussi une approche novatrice de responsabilisation communautaire basée sur la transformation sociale, l'expertise locale au service des populations les plus démunies.

# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

- I. PRESENTATION SUCCINCTE DU CBDIBA
- II. ACTIVITES MENEES ET RESULTATS OBTENUS

- 2.1. APPUI ORGANISATIONNEL*
- 2.2. ALPHABETISATION ET EDUCATION DES ADULTES*
- 2.3. EDUCATION AU DROIT ET ASSISTANCE JUDICIAIRE*
- 2.4. PROJET ASSOCIATION VILLAGEOISE D'EPARGNE ET DE CREDIT (AVE&C)*
- 2.5. PROJET D'APPUI AUX ASSOCIATIONS DE MICRO-ASSURANCE POUR LA SANTE COMMUNAUTAIRE (AMASCO)*
- 2.6. SANTE COMMUNAUTAIRE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT*
- 2.7. FERME -- ECOLE*
- 2.8. PROGRAMME SOCIETE CIVILE ET CULTURE (PSCC)*
- 2.9. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE (PDCI)*

## III – LES MOYENS

- 3.1. Moyens humains*
- 3.2. Moyens matériels*

## INTRODUCTION

L'année 2011 a été marquée par d'importantes transformations dans la vie institutionnelle du CBDIBA notamment la conquête de nouveaux projets au profit des communautés à la base. C'est également une année au cours de laquelle les questions d'effets et d'impact ont été au cœur de toutes les interventions de l'organisation..

Ainsi donc, bien que les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des communautés appuyées se consolident progressivement, il y a nécessité de revoir la stratégie d'intervention. Ce qui suppose une meilleure prise en compte des préoccupations de l'environnement socio-politique, économique et culturel pour une maximisation des impacts des différentes interventions communautaires.

Conscient de l'enjeu et du rôle que doivent jouer désormais les structures d'accompagnement dans un processus de développement communautaire durable, le CBDIBA s'emploie constamment à impulser les communautés à la base dans le processus de développement local.

Dans cette optique, il a initié et mis en œuvre différentes actions à l'intention des populations rurales au cours de l'année 2011.

Le présent document qui se propose de présenter les actions engagées et les résultats obtenus au cours de la période se structure autour des points suivants :

- Brève présentation du CBDIBA
- Activités menées et résultats obtenus au niveau de :
  - L'appui organisationnel aux associations à la base
  - l'alphabétisation et l'éducation des adultes ;
  - l'éducation au droit et décentralisation ;
  - le Projet d'appui aux Associations de Micro-assurance pour la santé communautaire (AMASCO) ;

- le Projet Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVE&C)
- Le Programme Société Civile et Culture (PSCC);
- la formation
- la ferme-école
- le programme de développement communautaire intégré (PDCI)

## **I- PRESENTATION SUCCINCTE DE L'ONG**

### **I-1 Présentation administrative de l'ONG**

Le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base ( CBDIBA ) est une Association à but non lucratif créée le 13 Septembre 1990 et régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901.

Il est reconnu sur le plan national par le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale sous le N° 91/017/MISPAT/DAI-ASSOC du 12 Février 1991 et sur le plan international par CBDIBA France le 6 Mars 2003. Il est également reconnu comme association d'utilité publique par décret N° 2003 – 162 du 16 Mai 2003.

Basé dans l'arrondissement de Saclo, commune de Bohicon dans le département du Zou en République du Bénin, le CBDIBA dispose pour son fonctionnement de deux principaux organes à savoir :

- des organes d'orientation : l'Assemblée Générale (AG) composée de 35 membres, le Conseil d'Administration (CA) composé de 05 membres, un Conseil Consultatif et un Commissariat aux comptes.
- un organe d'exécution : la Direction exécutive constituée essentiellement d'un personnel salarié.

### **I-2 Mission**

La mission du CBDIBA est d'accompagner les organisations paysannes, les groupements féminins en particulier et les communautés en général pour leur véritable auto-promotion.

### **I-3 Objectifs**

Assurer une formation appropriée aux membres des organisations paysannes et les autres organisations de la société civile qui en font la demande

dans la même dynamique d'auto-promotion et les accompagner pour la réalisation de leurs objectifs : infrastructures socio-économiques et communautaires, activités génératrices de revenus, développement des micro-entreprises et toutes autres initiatives capables de donner une impulsion au processus de développement durable.

#### **I-4 Domaines d'intervention**

Le CBDIBA intervient dans les domaines d'activités ci-après :

- La formation et l'éducation au développement ;
- L'alphabétisation fonctionnelle et le français fondamental ;
- La micro-finance et la promotion des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Auto-gérées ( CAVECA ) ;
- L'éducation au droit, assistance judiciaire et décentralisation ;
- La protection de l'environnement ;
- La santé primaire, la planification familiale et la nutrition ;
- La réalisation d'infrastructures socio-économiques et communautaire ;
- La micro-entreprise ;
- La recherche-action, les études, les conseils et les conceptions ;
- L'aménagement du territoire.

#### **I- 5 Zones d'intervention**

Le CBDIBA intervient dans 9 (neuf) départements administratifs sur les 12 (douze) que compte le Bénin pour des raisons d'efficacité et d'efficience. Ces départements sont : le Zou, les Collines, le Mono, le Couffo, l'Atlantique, le Borgou, l'Atacora, la Donga et l'Alibori.

### **I - ACTIVITES MENEES ET RESULTATS OBTENUS**

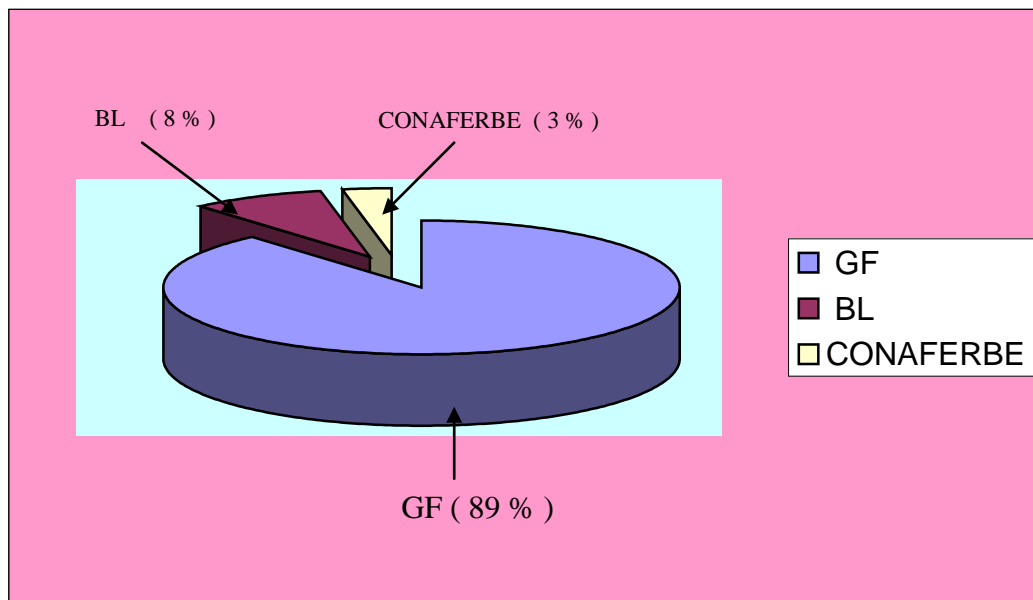
#### **2-1. Appui organisationnel aux Organisations à la base**

Convaincu que toute innovation ou changement au sein d'une communauté doit transiter par des porteurs sociaux, le CBDIBA adopte une démarche d'intervention qui s'appuie sur les organisations à la base pour impulser le développement communautaire. Dans ce sens l'appui organisationnel aux groupements féminins et regroupements de producteurs a toujours occupé une place de prédilection dans les programmes d'activités qu'exécute l'ONG.

Ainsi, des réunions d'information et de sensibilisation sur les valeurs et principes cardinaux du mouvement associatif ont été organisées à l'intention des groupes-cibles aussi bien que des appuis financiers.

Activités	Prévisions	Réalisations	Ecart	Résultats	Observation
- Appui organisationnel aux GF	200	243	+43	243 GF ont bénéficié d'un encadrement technique continu	
- Appui aux Bureaux de Liaison (BL) des GF	25	23	- 2	23 bureaux de liaison ont été appuyés sur les plans organisationnels et techniques	
Appui financier aux GF	75	70		70 GF ont bénéficié d'un prêt de 3.800.000 FCFA	
Appui – conseils au Conseil National des Femmes Rurales du Bénin (CONAFERBE)	10	08	-02	Le Bureau du CONAFERBE et ses structures décentralisées ont bénéficié d'un encadrement technique fort appréciable.	

**Représentation graphique appuis au CONAFERBE et ses structures décentralisées**



**Effets induits**

Les interventions dans ce cadre ont produit les effets ci-après :

- le renforcement de la cohésion sociale entre les membres des communautés appuyées ;
- le développement de l'esprit coopératif et de l'entraide sociale;
- l'amélioration des revenus des groupements de femmes accompagnés;
- le renforcement des capacités institutionnelles des communautés ;
- etc.

### Difficultés

- L'insuffisance du personnel face aux nombreuses sollicitations venant des groupes-cibles ;
- L'insuffisance de moyens financiers pour appuyer les femmes à concrétiser leurs initiatives.

### Approches de solutions

- Concentrer les efforts dans les localités qui se montrent disponibles à collaborer avec le CBDIBA ;
- Rechercher les mécanismes nécessaires pour une meilleure prise en compte des aspirations des femmes.

## 2.2- Alphabétisation et éducation des adultes

L'Afrique en général et le Bénin en particulier ont une tradition orale laquelle lui a fait perdre une bonne partie de ses valeurs culturelles et morales ( scripta manent, verba volent : les écrits restent, les paroles s'envolent ). A la suite de la colonisation, l'écriture a été introduite comme un mode de conservation et de matérialisation de la parole. Mais, très tôt cette nouvelle forme de communication posera d'autres problèmes de développement aux pays africains parce que la majorité d'entre eux seront exclus du système éducatif formel. Face à cette situation qui hypothèque les chances du développement communautaire durable, le CBDIBA a introduit l'alphabétisation pratiquée au temps fort de la période révolutionnaire par l'Etat béninois et qui a été abandonnée par la suite, comme l'une des conditions sine qua non du partenariat avec les promoteurs à la base. Car, sans lecture, écriture et calcul dans une langue aucun développement n'est assuré.

Les actions engagées dans ce sens au cours de l'année se déclinent comme suit :

ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	RESULTATS	Observations
* <b>Alphabétisation initiale</b> Formation des maîtres d'alphabétisation	36	31	- 05	31 alphabétiseurs ont été formés en pédagogie d'animation d'un centre d'alphabétisation initiale	
Ouverture de centres d'alphabétisation	36	30	- 06	30 nouveaux centres d'alphabétisation ont été ouverts et	



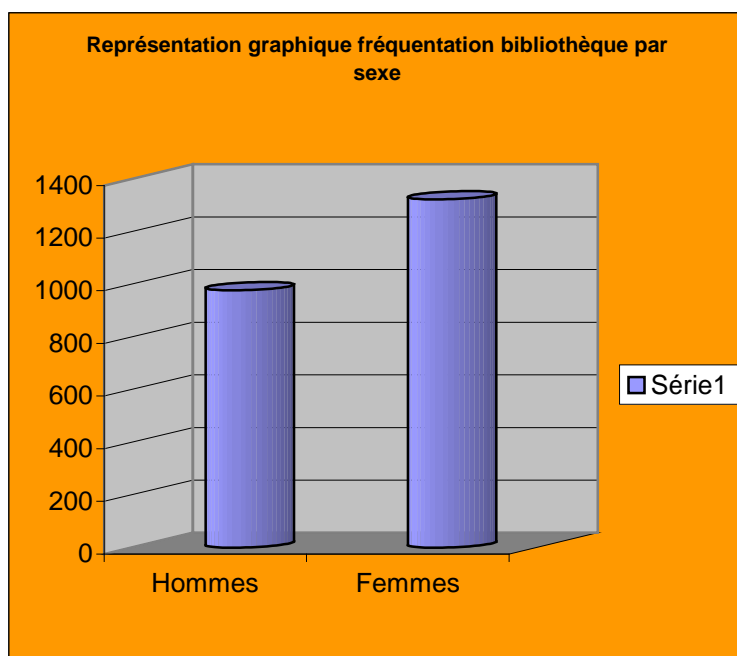
				fonctionnels	
Supervision des centres	36	30	- 06	30 centres d'alphabétisation ont bénéficié de l'encadrement technique des responsables de l'alphabétisation	
Evaluation des centres	36	30	-06	30 centres d'alphabétisation sont évalués avec 422 admis sur un total de 450 apprenants testés.	
<b>* Post alphabétisation</b> - Formation / recyclage d'animateurs de club de lecture	23	23	00	23 animateurs de club de lecture sont formés	
Ouverture et supervision de club de lecture	23	23	00	23 clubs de lecture ont régulièrement fonctionné avec un effectif de 379 personnes	
Evaluation des clubs de lectures	23	22	- 01	22 clubs de lecture sont évalués avec 410 admis sur 452	
Formation animateurs de centre de français fondamental	05	05	00	05 animateurs endogènes de français fondamental sont formés	
Animation des centres de français fondamental	05	05	00	05 centres de français ont été animés	
Evaluation des centres de français	05	05	00	90 apprenants testés avec 79 admis	
Installation et animation de bibliothèques villageoises	05	05	00	5 bibliothèques villageoises sont installées et fonctionnelles avec 2300 lecteurs dont 1323 femmes et 977 hommes.	

## Effets

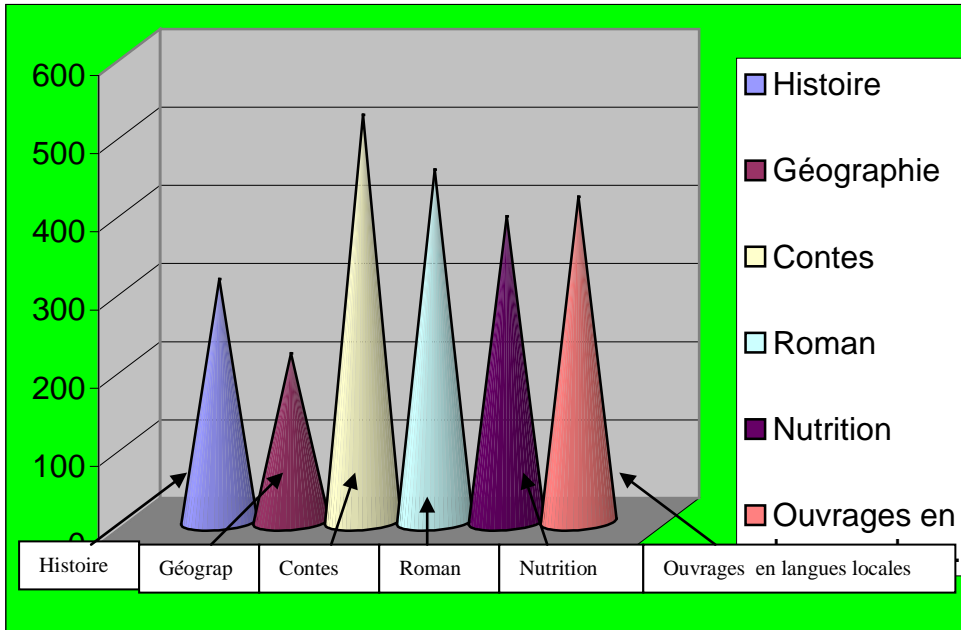
- Les néo-alphabètes sont désormais capables de lire et calculer dans leur langue et prennent note à volonté de tous les faits marquant leur vie socio-professionnelle;
- Par le biais du français fondamental les néo-alphabètes acquièrent des capacités de communiquer en français ;
- Les usagers des bibliothèques villageoises, notamment les écoliers et élèves ont accès sur place à des documents qui ne sont pas disponibles dans leur établissement scolaire.

### Difficultés

Le désengagement de l'Etat du secteur de l'alphabétisation accroît les demandes d'appui faites par les communautés en direction des ONG.



### Centre d'intérêt des lecteurs selon la classification SATIS



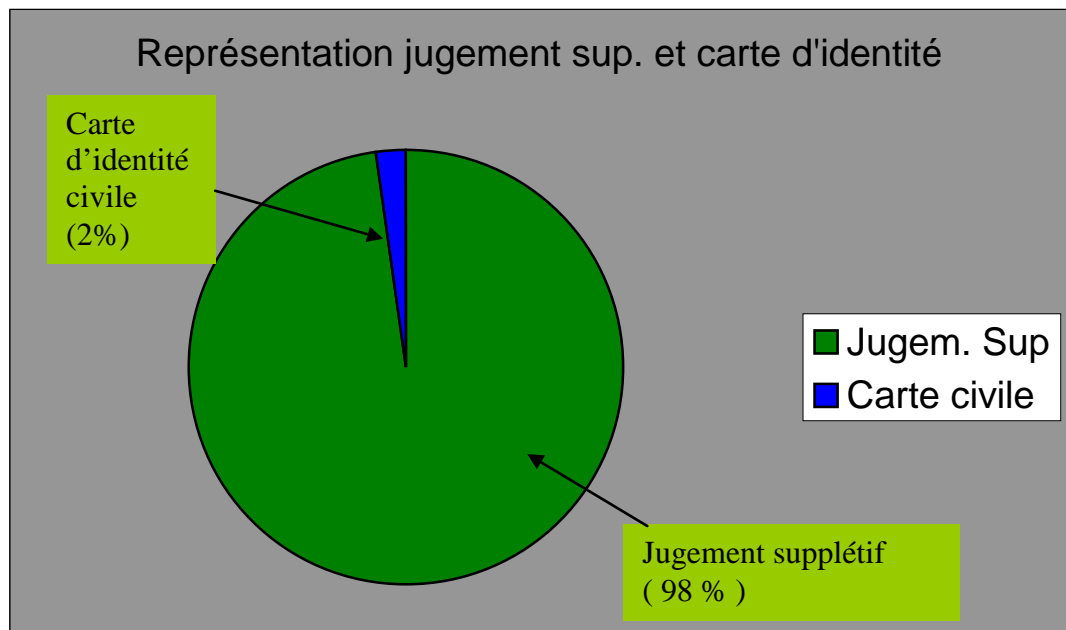
Le vrai développement passe inévitablement par la maîtrise de la langue locale. Ici, Séances d’alphabétisation dans les villages ( En haut comme en bas, une séance d’application de l’écriture en langue locale )

## .2- EDUCATION ET ASSISTANCE JUDICIAIRE

Ce volet renferme une gamme d'activités qui concourent à faire reculer le cercle de l'ignorance juridique et endiguer les actions des démarcheurs juridiques qui trudent les communautés rurales. Les interventions menées dans ce cadre visent à alléger les peines des populations notamment pour la connaissance des droits et devoirs des citoyens

Activités	Prévisions	Réalisations	Ecart	Résultats	Observation
Causeries- débats juridiques	89	91	+02	91 séances d'animations juridiques portant sur des thèmes variés ont été réalisées dans les villages d'intervention.	
Consultations juridiques	450	512	+62	512 personnes ont eu recours aux bons soins du personnel des cliniques juridiques pour chercher de solutions aux problèmes juridiques qui se sont posés à elles	
Organisation de conférences juridiques	35	31	-04	31 exposés publics ont été réalisés par les secrétaires permanents des cliniques juridiques sur divers thèmes juridiques	
Suivi-appui aux parajuristes	95	92	-03	92 parajuristes ont été suivis et appuyés par les secrétaires permanents des cliniques juridiques	
- Assistance judiciaire : établissement de jugements supplétifs et cartes d'identité civile	2650	2582	-68	2082 jugements supplétifs et 500 cartes d'identité civiles sont établis pour les demandeurs	
Formation des parajuristes	15	15	00	15 nouveaux parajuristes sont formés sur les techniques d'éducation judiciaire	
Emission radio	11	12	+01	12 émissions réalisées sur des thèmes juridiques d'intérêts publics	

Gratification de parajuristes	95	69	-26	95 parajuristes actifs sont gratifiés	
Don de vélo aux parajuristes	16	16	00	16 nouveaux parajuristes ont reçu des vélos	
Don de fournitures de bureaux aux tribunaux de conciliation	12	12	00	12 tribunaux de conciliation ont reçu chacun un lot de fournitures et matériels de bureau.	



### Effets induits

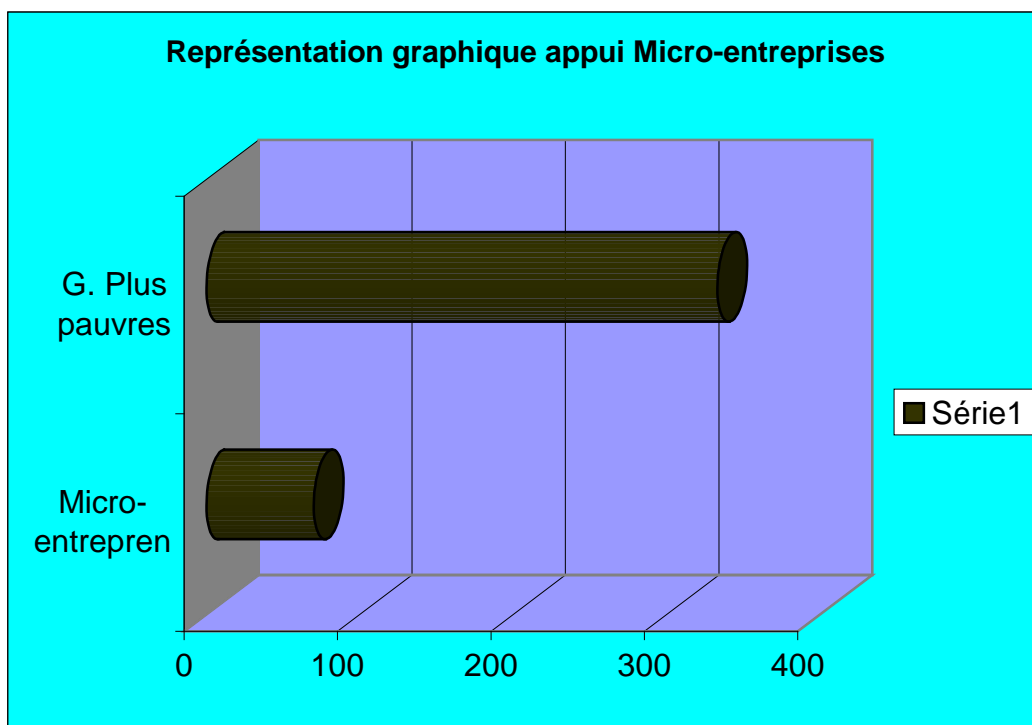
- Les effets produits par les actions développées dans ce cadre sont entre autres :
- Règlement à l'amiable des conflits portés à la connaissance des cliniques juridiques du CBDIBA ;
  - Les populations touchées par les sensibilisations et causeries-débats juridiques s'efforcent de mieux en mieux à respecter les prescriptions juridiques
  - Les pièces d'état civil permettent aux bénéficiaires de prouver leur citoyenneté et d'en faire multiple usage.

## **2.4- APPUI AU DEVELOPPEMENT DES MICRO ENTREPRISES**

Le développement étant aussi l'amélioration du pouvoir économique de la communauté en général et des individus en particulier, il est nécessaire de favoriser l'expansion des activités de production économique pour sortir les populations de la pauvreté grandissante. Partant de ce postulat, le CBDIBA privilégie de facto l'appui à la promotion de micro-entreprises.

Les appuis dans ce domaine consistent à soutenir techniquement et financièrement les activités de production économique initiées par les groupes cibles.

<b>Activités</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Ecart</b>	<b>Résultats</b>	<b>Observation</b>
Identification de nouvelles micro entreprises	45	55	+10	55 micros entreprises identifiées et sélectionnées	
Formation de nouveaux et anciens promoteurs de micro entreprise	72	74	+02	74 promoteurs de micro-entreprises ont été formés sur la gestion d'une unité de production économique	
Appui financier aux micro entrepreneurs	69	70	+01	70 micros entreprises financées	
Mise en place de micro- crédits aux groupes de femmes plus pauvres	120	111	-09	111 groupes de femmes plus pauvres ont reçu de micro-crédits pour développer des activités génératrices de revenus soit 333 femmes bénéficiaires	
Suivi- appui conseil aux anciens et nouveaux micro entrepreneurs	135	120	-15	120 micro-entrepreneurs ont bénéficié de l'encadrement technique nécessaire du CBDIBA	



### Impacts

Les effets produits par ces actions sont :

- Amélioration progressive de l'assise financière des femmes membres des groupes de promoteurs de micro-entreprises appuyés ;
- Amélioration du niveau de vie des promoteurs ;
- Développement de l'esprit d'entrepreneuriat
- Les promoteurs appuyés connaissent désormais les techniques de calcul de rentabilité.

### Difficultés

- Insuffisance des moyens d'appui ;
- L'analphabétisme de certains micro-entrepreneurs ne facilite pas la tenue des cahiers de gestion ;
- La tendance à développer les mêmes activités entraîne la saturation du marché et partant la mévente des produits ;

### Approches de solutions

- Promouvoir les mécanismes de mobilisation de l'épargne rurale pour le financement des micros-entreprises ;
- Analyser avec les femmes les filières pour les orienter vers des activités porteuses d'avenir.



Les micro-crédits octroyés aux femmes permettent le développement des AGR et la réduction de la pauvreté au niveau des ménages. Ici, Fabrication de beignets d'arachides

## **2-5 SANTE COMMUNAUTAIRE ET ENVIRONNEMENT**

La santé communautaire et la protection de l'environnement sont aujourd'hui deux domaines d'intérêt public où les communautés à la base éprouvent de plus en plus le besoin de s'organiser pour ne pas subir avec amorphie les vicissitudes de la nature. En effet, les communautés ne pensent généralement à leur santé que lorsqu'elles sont malades. Or, l'état sanitaire peut être facilement maîtrisé si les populations s'organisent et mettent en place un mécanisme de contrôle et de prévention des maladies. En ce qui concerne la protection de l'environnement, il est à remarquer que malgré les campagnes de sensibilisation, les populations continuent allègrement le déboisement sans le moindre souci de remplacer les espèces détruites. C'est donc le souci de préparer les populations rurales à répondre promptement à cet impératif que se justifient les interventions du CBDIBA dans ce domaine.

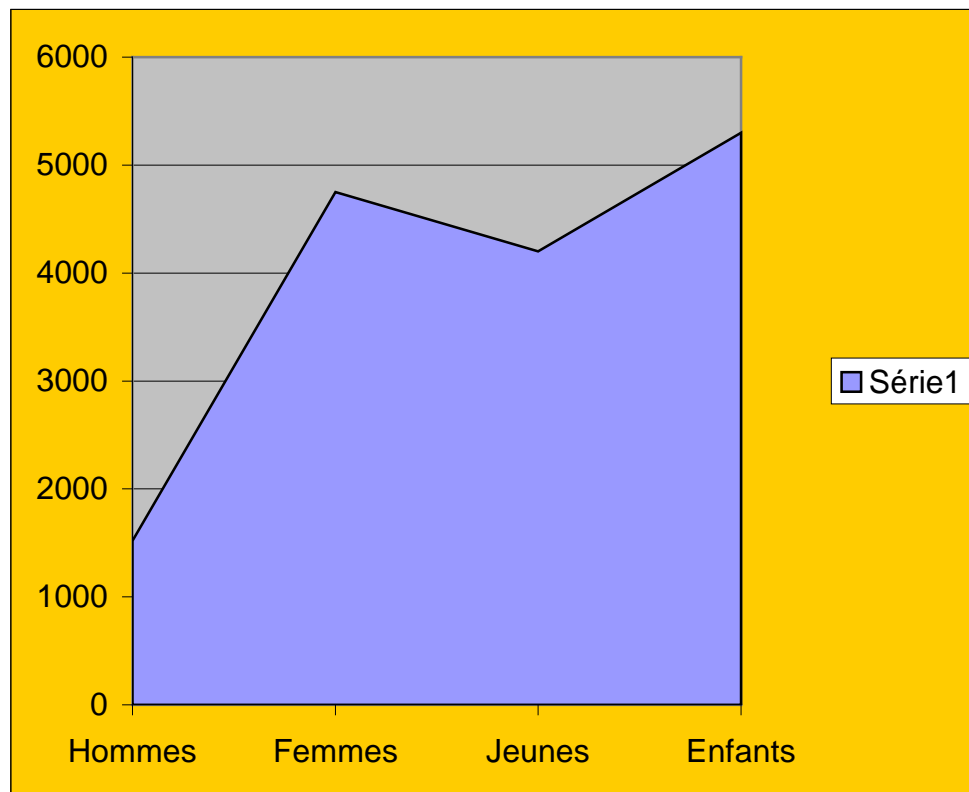
L'année 2011 a été marquée par :

- L'appui à 20 associations de micro-assurance pour la santé communautaire dans l'organisation des assemblées générales ordinaires ;
- La formation de 20 nouveaux animateurs de santé communautaire sur le thème : Reconnaissance, mesures de prévention et surveillance des maladies ;
- La formation des élus des nouvelles AMASCO sur le thème : Rôle des organes et responsabilités des membres ;
- L'animation de séances de sensibilisation de la population sur l'existence des AMASCO et leur mode de fonctionnement ;
- L'animation de séances d'éducation pour la Santé au sein des Ecoles Primaires Publiques ;
- La formation des membres des anciennes AMASCO sur le suivi des crédits ;



- Le Suivi des sous comités mis en place et des conventions entre les centres de santé et les nouvelles AMASCO;
- La mise en place des plaques et des documents de gestion au niveau de 08 nouvelles AMASCO sur les 10 ;
- La réalisation d'une étude comparative entre AMASCO et autres mutuelle de santé. ;
- L'appui pour la mise en terre de 17 890 plants toutes espèces confondues et la formation sur les techniques de plantation.

### Représentation graphique des membres AMASCO par couche sociale



### Effets induits

- Les campagnes de sensibilisations et les jeunes plants subventionnés mis à la disposition des populations rentrent en droite ligne avec la politique de l'Etat en matière de reboisement et contribuent dans une certaine mesure à la lutte contre la déforestation.
- Mobilisation massive des communautés pour la prise en charge de leur santé ;
- Les communautés connaissent les modes de prévention et de transmission des IST/VIH SIDA et les mécanismes de prise en charge sanitaire, psychologique et socio-affectif ;
- Le reboisement améliore progressivement le couvert végétal ;
- Les formations données aux femmes sur les techniques de plantation leur permettent de gérer convenablement leurs plantations.



Plaque de l'AMASCO de Odougba dans la commune de Ouesse

### Difficultés

L'inexistence de pépiniéristes dans certaines localités occasionne des surcoûts pour la distribution des jeunes plants aux demandeurs.

### Approches de solutions

- Former des pépiniéristes et appuyer leur installation dans les zones non couvertes.

### 2 – 6 – Ferme-Ecole

Cette entité du CBDIBA est une unité de production créée pour remplir deux fonctions :

- une fonction économique : la promotion des capacités économiques des jeunes agriculteurs à travers la formation et le soutien financier à la réalisation de micro-projets viables ;
- une fonction sociale basée sur la prise en charge progressive des frais de fonctionnement du CBDIBA

Pour remplir ses fonctions, elle se propose de développer des activités de production économique.

Les activités économiques développées au cours de l'année 2004 peuvent être regroupées sous deux volets principaux, à savoir :

- la production animale

- la production végétale

### **Effets induits**

- Les résultats financiers dégagés à partir des différents élevages ont permis de faire face aux dépenses de fonctionnement de la ferme.
- L'entretien continu des plantations de palmiers favorise le bon développement des plants

### **Difficultés**

- Le retard dans le démarrage du nouveau programme entrave l'atteinte des objectifs quantitatifs inscrits au titre de l'année 2004.



Elevage de coquelets par bandes sur la ferme de Willi



Elevage de  
lapins sur  
la ferme de  
Willi

#### **2-7- PROGRAMME SOCIETE CIVILE ET CULTURE**

Le renforcement du capital humain – axe stratégique 3 – de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) ) constitue une réponse adéquate à l'amélioration du revenu personnel et à la croissance économique, surtout dans le nouvel environnement mondial où le savoir, le savoir faire et le savoir être jouent un rôle central dans l'augmentation de la productivité et dans la réduction de la pauvreté. C'est dans ce contexte situationnel que le Programme Société Civile et Culture (PSCC) a accepté de financer la présente initiative du Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à la professionnalisation des jeunes agriculteurs et au renforcement des capacités des groupements de femmes à auto financer leurs activités génératrices de revenus dans les communes d'Agbangnizoun et de Zogbodomey, (**département du Zou**), couvre la période du **13 Décembre 2011 au 30 Avril 2012**.

En effet, cette période a été marquée par d'importantes activités, notamment :

- La mise en place de l'équipe de travail ;
- La prise de contact avec les autorités politico-administratives des Communes d'interventions;
- La tenue de l'atelier de validation du programme de formation des jeunes agriculteurs ;
- La formation de ces jeunes agriculteurs ;
- L'élaboration des outils de collectes d'informations, pour les études de référence et socio-économiques en vue de mieux orienter les jeunes ;
- L'organisation et la structuration des Sections d'Epargne et de Crédit Autogérées.

Les détails de ces activités, figurent dans la suite du rapport.

## **2.1 Résumé de l'Action**

### **Objectifs visés et résultats attendus de la Période**

#### **Objectifs**

Les objectifs à atteindre pendant la période sont notamment :

- Installer l'équipe de travail ;
- Prendre contact avec les autorités politico-administratives des Communes d'interventions;
- Finaliser l'identification des villages d'intervention ;
- Choisir les groupements de femmes ;
- Contribuer à la sélection des jeunes agriculteurs à former;
- Sélectionner les formateurs ;
- Organiser l'atelier de validation du programme de formation des jeunes agriculteurs ;
- Former les jeunes agriculteurs ;
- Elaborer les outils de collecte d'informations, pour les études de référence et socio-économiques en vue de mieux orienter les jeunes ;
- Organiser et structurer les Sections d'Epargne et de Crédit Autogérées ;
- Contribuer au suivi-évaluation du Projet

#### **Résultats attendus**

Sur la base des objectifs visés pour la période, les résultats suivants sont attendus :

- **01** équipe d'exécution du Projet, composée d'**01** Coordonnateur, de **02** Animateurs, d'**01** Comptable et d'**01** Secrétaire est installée ;
- les autorités politico-administratives des Communes d'interventions (**Maires, Responsables Communaux de Promotion Agricole, Chefs d'Arrondissements et Chefs villages**), sont informés du contenu du projet;
- **10 villages** sont sélectionnés pour bénéficier des actions du projet ;
- **30 groupements de femmes**, sont choisis pour bénéficier des actions du projet ;
- **60 jeunes agriculteurs** sont désignés par leurs groupements pour être formés;
- **15 formateurs** sont sélectionnés, pour animer les sessions de formation;
- Le programme de formation des jeunes agriculteurs est validé;
- **60 jeunes agriculteurs**, sont formés ;
- **01** questionnaire est élaboré pour collecter les informations, relatives aux études de référence et socio-économiques en vue de mieux orienter les jeunes ;
- **30** Sections d'Epargne et de Crédit Autogérées, sont organisées et structurées;
- Les plans mensuels de travail sont élaborés et mis en œuvre;
- **01** rapport de démarrage des activités du projet, est rédigé ;
- **01** premier rapport technique (premier trimestre) des activités du projet, est rédigé ;
- **01** premier rapport narratif intermédiaire des activités du projet, est rédigé.

## **2.2 Activités et résultats**

Au cours de la période de **13 Décembre 2011 au 30 Avril 2012**, les activités exécutées par le CBDIBA dans le cadre du projet, concourent principalement à l'atteinte des résultats 1, 2 et 3. Ainsi, le point des réalisations physiques de la période est présenté par rapport aux trois résultats attendus du projet

**2.2.1. Résultat 1 : 60 jeunes agriculteurs, sont formés en techniques de production animale et végétale et sont installés.**

➤ **Recrutement et installation de l'équipe de travail**

Dans le cadre de l'exécution du Projet d'appui à la professionnalisation des jeunes agriculteurs et au renforcement des capacités des groupements de femmes à auto financer leurs activités génératrices de revenus dans les communes d'Agbangnizoun et de Zogbodomey, (**département du Zou**), financé par le 10<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement, à travers le Programme Société Civile et Culture (**PSCC**), l'équipe de travail, composée de deux (02) Animateurs, d'un (01) Comptable, d'un (01) Secrétaire et d'un (01) Coordonnateur a été recrutée selon les procédures administratives appropriées.

Après leur présentation aux autorités politico administratives, des deux Communes d'interventions, chacun est installé dans son poste de travail, muni de son cahier de charges.

➤ **Prise de contact avec les Maires, RCPA, Chefs d'Arrondissements et chefs Villages**

Le Chef d'Antenne CBDIBA / Zou, a facilité la prise de contact du personnel CBDIBA/PSCC, avec les acteurs associés : Maires, Chef d'Arrondissement, Chefs Villages et RCPA. Ainsi, conformément au programme pré - établi, l'équipe d'exécution s'est rendue dans les Communes de **Zogbodomey et d'Agbangnizoun**, pour les formalités de prise de contact avec le **Maire** et le **Responsable Communal de Promotion Agricole (RCPA)**, à qui le résumé du projet a été présenté, suivi de la satisfaction de leurs préoccupations à travers les réponses aux questions d'éclaircissement posées.

➤ **Sélection des villages d'intervention**

Avec l'appui des Maires et RCPA, les villages d'interventions sont retenus, en tenant compte : de l'existence de groupements de femmes opérationnels, de la motivation et de la mobilisation des habitants autour des innovations et surtout de la capacité des habitants à pérenniser les actions de développement. Ainsi, 05 villages sont retenus par Commune, soit **10 villages pour les deux Communes**.

➤ **Choix des Groupements**

Après les concertations avec les CeCPA d'Agbangnizoun et de Zogbodomey, **30 groupements provenant des 10 Villages, sont sélectionnés** sur la base des critères suivants :

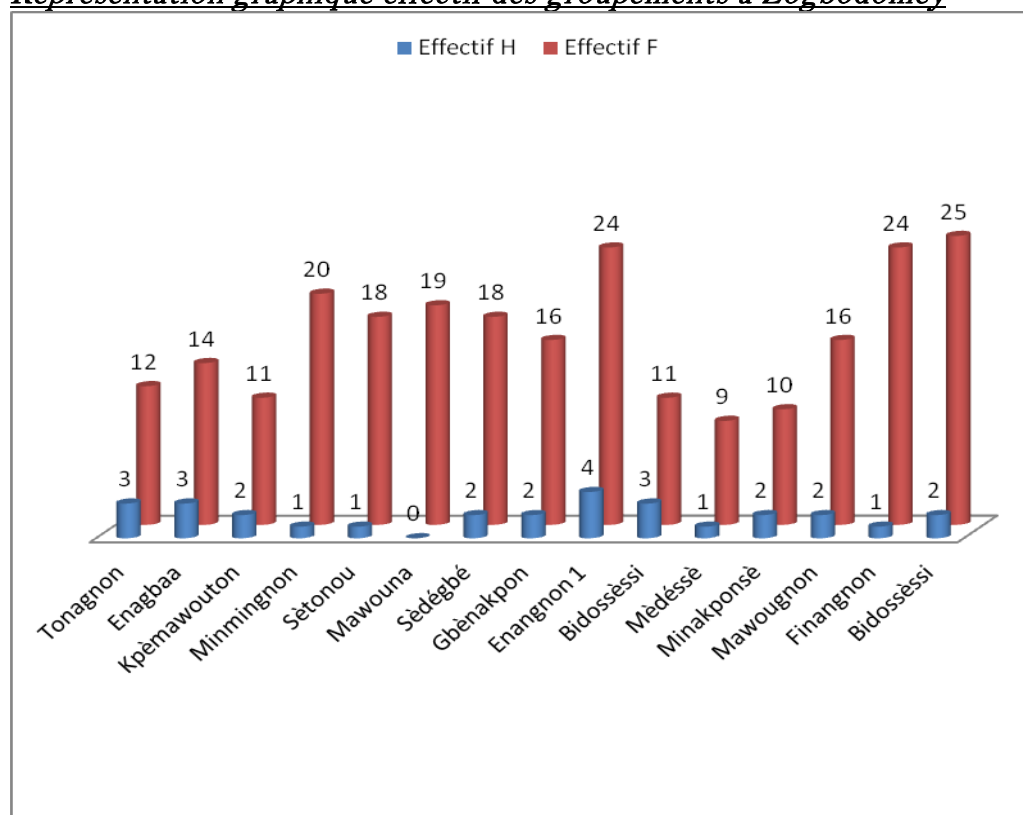
- Avoir la reconnaissance officielle,
- Effectif des membres,
- Existence des documents de gestion,
- Existence d'Activités Génératrices de Revenus(AGR),
- Existence d'organes de gestion,
- Tenue des réunions statutaires,
- Capacité de gestion des membres
- Existence d'une SECA,
- Capacité d'autofinancement des AGR,
- Capacité de pérenniser les actions.

Ainsi, les groupements bénéficiaires des actions du présent projet, sont inscrits dans le tableau ci-dessous

Tableau N° 1 : Groupements de femmes sélectionnés

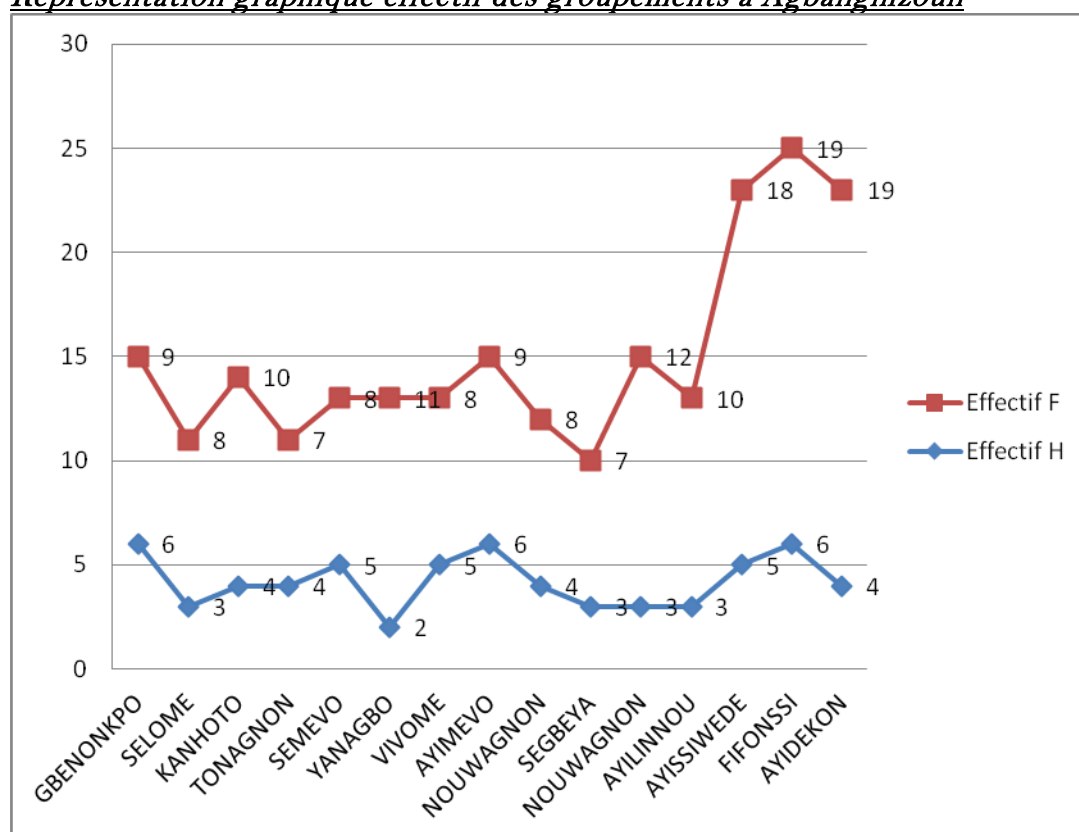
Commune	Arrondissements	Villages	Groupements	Effectif		
				H	F	T
ZOGBODOMEY	ZOUKOU	HLAHONO U	Tonagnon	03	12	15
			Enagbaa	03	14	17
			Kpèmawouton	02	11	13
		KOTO	Minmingnon	01	20	21
			Sètonou	01	18	19
			Mawouna	00	19	19
		DOHOUE	Sèdégbé	02	18	20
			Gbènakpon	02	16	18
			Enangnon 1	04	24	28
	ZOGBODOME Y- CENTRE	DOVOGON	Bidossèssi	03	11	14
			Mèdèssè	01	09	10
			Minakponsè	02	10	12
		ZADO- GAGBE	Mawougnon	02	16	18
			Finangnon	01	24	25
			Bidossèssi	02	25	27
<b>TOTAL</b>	<b>02</b>	<b>05</b>	<b>15</b>	<b>27</b>	<b>249</b>	<b>276</b>

Représentation graphique effectif des groupements à Zogbodoméy



Commune	Arrondissements	Villages	Groupements	Effectif		
				H	F	T
AGBANGNIZOUN	AGBANGNIZOUN	TANTA	GBENONKPO	6	9	15
			SELOME	3	8	11
			KANHOTO	4	10	14
	KINTA	AZANKPANTO	TONAGNON	4	7	11
			SEMEVO	5	8	13
			YANAGBO	2	11	13
		AHISSATOGON	VIVOME	5	8	13
			AYIMEVO	6	9	15
			NOUWAGNON	4	8	12
	SAHE	GBOZOUN	SEGBEYA	3	7	10
			NOUWAGNON	3	12	15
			AYILINNOU	3	10	13
		DOVOTA	AYISSIWEDE	5	18	23
			FIFONSSI	6	19	25
			AYIDEKON	4	19	23
<b>Total</b>	<b>03</b>	<b>05</b>	<b>15</b>	<b>63</b>	<b>163</b>	<b>226</b>

*Représentation graphique effectif des groupements à Agbangnizoun*



**Remarque** : A travers les informations du tableau ci-dessus, **30 / 30 Groupements** et **10 / 10 villages**, sont sélectionnés, soit un **taux d'exécution de 100%**

➤ **Sélection des jeunes agriculteurs**

Concernant le choix des jeunes agriculteurs, la liberté est donnée à chaque groupement, de désigner ses répondants, mais en tenant compte des critères suivants :

- Etre membre du groupement et de la SECA,



- Disposer d'un champ et / ou d'un parc d'élevage bien entretenu,
- Etre commerçant de produits agricoles,
- Savoir lire et écrire en français,
- Etre Disponible à tout moment,
- Privilégier les femmes.

Après plusieurs séances de concertations, chaque groupement a désigné **02 jeunes agriculteurs** à former, soit **60 personnes** dont **24 femmes et 36 hommes**, soit un taux de participation féminin de 40% **pour l'ensemble des 30 Groupements, répartis entre les 10 villages.**

Suite à une séance d'explication de leurs attributions, chaque délégué s'est inscrit sur une fiche de manifestation d'intérêt, validée par le comité technique de CBDIBA. Ainsi, ce renforcement de capacité sera dupliqué au niveau des autres membres de leurs groupements.

**Tableau N°2 : Récapitulatif Villages, Groupements et Jeunes agriculteurs à Former**

Commune	Arrondissements	Villages	Groupements	Jeunes agriculteurs
ZOGBODO MEY	ZOUKOU	HLAHON OU	Tonagnon	1-AKODAN Hyppolite 2-Adanlokonon Prisca
			Enagbaa	1-AGLIGAN Modeste 2-AKPAKPONON Georges
			Kpèmawouton	1-ZODEOUGAN Virginie 2-ALIKPONTO Jacques
		KOTO	Minmingnon	1-AGBANKPON Pauline 2-DODOMINTI Pauline
			Sètonou	1-GOGAN Antoine 2-ATTAKPA Françoise
			Mawouna	1-AGBANKPON Diane 2-GOGAN Célestine
		DOHOUE	Sèdégbé	1-VOÏTAN Claudine 2- GOUKPELEHOU Ignace
			Gbènakpon	1-KODONON Nicaise

				2-VOÏTAN Valère		
			Enangnon 1	1-ATTA Camille 2-MISSANON Léon		
			DOVOGON	Bidossèssi	1-ADADJI Sininyéha 2-QUENUM Bertin	
				Mèdèssè	1-ZODEOUGAN Modeste 2-QUENUM Parfaite	
				Minakponsè	1-ATTINDOSSAN Henri 2-VOYEGLA Sidonie	
			ZADO-GAGBE	Mawougnon	1-GBAGUE Honorine 2-AMAHOU Emile	
				Finignon	1-LANDO Yvette 2-AÏZONOU Chantale	
				Bidossèssi	1-DEKPON Eunice 2-AGASSOUSSI Joséphine	
			ZOGBODOMEY-CENTRE			

Commune	Arrondissements	Villages	Groupements	Jeunes agriculteurs	
AGBANGNI ZOUN	KINTA	AHISSATOGON	NOUWAGNON	1-GBEHOUIN Hervé 2- ADJAVEHOUEDE Delphine	
			VIVOME	1- HOGBONOUTOG UE Jules 2-LOKONON Henri	
			AYIMEVO	1-ATTACLA Joséphine 2-HEGBE Antoine	
	AGBANGNIZOUN		TANTA	GBENONKPO	1-ADJIDJA Claude 2-ASSINON Ambroise
				KANHOTO	1-AZANGNON Athanase 2-ATCHODO Sèkoglobèlè
				SELOME	1-ADJAGNON G. Casmir 2-LIKPABONI

				Nestor	
		AZANKPANTO	TONAGNON	1-MITOKPE Raymond 2-AYIMANDO Lucien	
			YANAGBO	1-ZANKOUKOU Alexis 2-AKLOBO Charles	
			SEMEVO	1-AGLINGO Hyppolite 2-AKPAKPO Marcos	
	SAHE	GBOZOUNI	SEGBEYA	1-AHOGBO Alain 2-AHOGBO Sylvain	
				NOUWAGNON	1-KPOGBA Pauline 2-KATEKPANON Alice
				AYILINNOU	1-ATCHODO Lucienne 2-ALLITAKOUN Clément
			DOVOTA	AYIDEKON	1-YEDEDJI Robert 2-ADOSSOU Nanssi
				FIFONSSI	1-ABIGBE Colette 2-Aho Julien
				AYISSIWED E	1-DJANGUIN Tohossi 2-GAHOUNGA Romain

➤ **Identification des formateurs**

Dans le cadre de la sélection des formateurs, un Appel à Candidature est rédigé et affiché au niveau des 02 Communes.

Les dossiers de manifestation d'intérêt sont reçus par voie électronique et analysés par le comité technique du CBDIBA. Ainsi, après un entretien avec les candidats présélectionnés, le comité a retenu finalement : 03 Formateurs en Production Animale; 03 Formateurs en Production Végétale; 01 Formateur en Droit et Foncier Rural; 03 Formateurs en Entrepreneuriat et 05 Formateurs en Gestion.

Soit 15 Formateurs pour animer les 03 sessions de formation.

Enfin, la Direction Exécutive de CBDIBA, a adressé une lettre de notification aux candidats sélectionnés, pour la suite du partenariat. (**Liste des formateurs en Annexe**)

➤ **Atelier de validation du programme de formation**

Préalablement aux travaux qui sont déroulés les 28 et 29 Février 2012, au CIFAP / CBDIBA à Bohicon, les termes de références sont envoyés aux formateurs sélectionnés, pour préparer leurs supports. Ainsi, les travaux de l'atelier sont focalisés essentiellement sur l'analyse de la cohérence et la synergie entre les différents thèmes présentés par chaque formateur, suivi d'amendement et de validation.

Enfin, un programme contenant la planification des phases théorique et pratique, sur la durée de la formation (30 jours x 03 vagues), est élaboré et validé. Ce programme comporte : 04 thèmes de Production Végétale; 04 thèmes de Production Animale; 01 thème sur le Foncier Rural et 05 thèmes d'Entrepreneuriat et de Gestion. (**Programme de formation en Annexe**)

➤ **Formation des jeunes agriculteurs**

La formation des 60 jeunes agriculteurs délégués par leurs groupements a porté sur : **L'ENTREPRENEURIAT ET LES TECHNIQUES AMELIOREES DE PRODUCTION AGRICOLE**. Elle se déroule avec 03 vagues de 20 apprenants chacune au CIFAP / CBDIBA à Bohicon. La première vague de 20 apprenants, a suivi la formation du 05 Mars au 03 Avril 2012. Les deux autres vagues, soit 40 apprenants continuent de suivre cette même formation par alternance de 15 jours : du 10 au 24 Avril 2012 et du 30 Avril au 14 Mai 2012, respectivement pour la deuxième et troisième vague. Les autres sessions alternées passeront courant mois de Mai 2012.

Au terme de chaque session de 30 jours d'apprentissage, chaque apprenant choisi une filière et élabore convenablement son plan d'affaires avec l'appui des formateurs et du personnel PSCC, afin de bénéficier d'un crédit sans intérêt pour sa mise en oeuvre. Ainsi, 20 Plans d'affaires son en cours de finalisation.

➤ **Difficultés rencontrées dans la réalisation des activités du résultat R1**

Il n'y a pas de difficultés majeures et de retard à signaler. Toutes les prévisions de la période sont réalisées, avec satisfaction.

**2.2.2 Résultat 2 : Les revenus de 70% des jeunes Agriculteurs formés et installés, sont améliorés d'au moins 20%**

• **Réalisation d'études de référence et socio-économiques, afin d'orienter les jeunes agriculteurs**

\* 01 Guide d'entretien pour la collecte des données est élaboré et validé. Ainsi, la collecte des informations socioéconomiques sur l'environnement des exploitations agricoles des Jeunes Agriculteurs Formés et de leurs groupements, s'effectue au niveau des 10 villages d'interventions.

\* 01 questionnaire de prise de référence des Jeunes Agriculteurs Formés et de leurs groupements, est également élaboré et la collecte des informations relatives à la situation de départ de chacun d'eux se poursuit.

• **Appui à l'installation des 60 jeunes agriculteurs formés**

Appui à l'élaboration de 20 mini-plans d'affaires, aux 20 jeunes agriculteurs formés, au cours de la première vague.

Par ailleurs, il est important de signaler que l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs plans d'affaires sont accompagnées par les 02 Animateurs et le Coordonnateur du projet. Ce n'est qu'en ce moment que le suivi rapproché permettra de mesurer par rapport à la situation de départ de chaque jeune formé et installés, l'amélioration d'au moins 20%, de ses revenus.

• **Suivi- accompagnement technique aux jeunes agriculteurs formés**

\*Suivi Appui Conseil à 06 jeunes producteurs de soja et du maïs, à 8 aviculteurs, à 05 éleveurs d'ovins et de caprins et à 03 maraîchers, sur le respecte des techniques culturales appropriées et la bonne conduite du petit élevage, qu'on leur a enseigné au cours de leur formation.

\* Relativement aux différents documents de gestion adéquate de leurs exploitations, il est mis en place : 01 cahier de caisse, 01 cahier de stock, 01 cahier de main d'œuvre et 01 cahier du flux mensuel de trésorerie. Ces outils sont tenus par l'exploitant même, accompagné par les Animateurs PSCC.

- Difficultés rencontrées dans la réalisation des activités du résultat 2

Il n'y a pas de difficultés majeures à signaler. La mise en œuvre des prévisions se poursuit avec satisfaction

### **2.2.3. Résultat 3 : 30 sections d'épargne et de crédit auto gérées financent au moins 20% des demandes en fonds de roulement de leurs membres**

- ✓ Appui à la structuration et à l'organisation des 30 Groupements (SECA)

\* La vérification des textes fondamentaux de chaque groupement (**statuts et règlement intérieur**), a permis de savoir qu'aucun des **30 Groupements (SECA)**, ne dispose ces documents. C'est seulement les **02 unions Communales des SECA de Zogbodomè et d'Agbangnizoun**, qui disposent chacune ses textes fondamentaux.

Alors que l'inexistence des textes fondamentaux au niveau d'une structure, ne lui donne pas la reconnaissance officielle. Face à cette situation, **les dispositions impératives sont prises, pour aider les 30 SECA à disposer de ces textes sans délai.**

\*Concernant les **organes de gestion, toutes les 30 SECA en disposent**. Néanmoins, les attributions de chaque organe de gestion et de chaque responsable élu, sont rappelées à tous les membres, lors des séances d'épargne hebdomadaire, en attendant la formation des responsables des 30 SECA, prévue au cours du deuxième semestre de l'Années 2012.

\* Relativement aux différents documents de gestion, pour assurer la bonne fonctionnalité des 30 SECA, il est mis en place : **01 fiche individuelle d'épargne, 01 cahier d'épargne, 01 cahier de crédit et 01 fiche de suivi du fonctionnement de la SECA**. Ces outils sont tenus par le secrétaire et le trésorier de chaque SECA, accompagnés par les Animateurs PSCC.

- ✓ Suivi-appui-conseil périodique

\* Les Animateurs participent aux réunions des organes de gestion et saisissent l'opportunité pour prodiguer des Conseils de bienfaisance aux membres des **30 SECA**. Ils veillent également au remplissage des différents documents de gestion par les responsables concernés.

\* **04** réunions Communales des **SECA** de Zogbodomè et d'Agbangnizoun, sur la mobilisation de l'épargne dans les villages d'interventions, sont supervisées,

\* **06** séances d'octroi de crédit, sont suivies. Au total **32** membres de **03 SECA d'Agbangnizoun** ont bénéficié de **339.000FCFA** de crédit pour renforcer leurs AGR. Il en est de même pour **18 membres de 06 SECA** de Zogbodomè, pour un montant de **149.000 FCFA**

- ✓ Difficultés rencontrées dans la réalisation des activités du résultat R3

Il n'y a pas de difficultés majeures et de retard à signaler. Toutes les prévisions de la période sont réalisées, avec satisfaction

## **2 – 8 PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE (PDCI)**

Cette nouvelle approche d'intervention du CBDIBA est fondée sur la responsabilisation accrue des communautés à la base en vue d'une bonne appropriation des actions / initiatives de développement par celles-ci.

Ce programme vise à réduire la pauvreté dans 20 villages dans quatre communes contiguës du sud du Bénin à travers la mise en œuvre d'une stratégie de responsabilisation et d'appropriation des actions communautaires basées sur l'éducation pour la transformation sociale.

Aussi dix (10) villages ont-ils été sélectionnés et accompagnés dans la conduite des diagnostics participatifs, l'élaboration de leur plan de développement et la planification des besoins communautaires.

Au cours de cette année, 10 salles de réunions ont été construites et équipées. De la même manière, les animateurs endogènes ont été formés sur les techniques de conduite d'une séance d'animation communautaire.

## **2 – 10 FORMATION**

Pour favoriser la consolidation des acquis et s'assurer de la pérennisation des actions à travers le transfert de compétences, le CBDIBA a toujours considéré la formation comme le fer de lance. Cette activité de formation est donc transversale à tous les domaines d'interventions du CBDIBA.

### **2-6-1- Au niveau des communautés appuyées**

Les initiatives prises dans ce cadre au cours de l'année 2004 se résument comme suit :

- ❖ La formation de 30 leaders villageois sur le thème : diagnostic participatif et élaboration de plan de développement local au CBDIBA
- ❖ La formation de 30 maîtres d'alphabétisation sur le thème : Méthodologie d'apprentissage en langue nationale
- ❖ La formation de 22 leaders villageois en animation de santé communautaire
- ❖ Le recyclage de 30 micro-entrepreneurs sur l'organisation et la gestion d'une micro-entreprise au CBDIBA à Bohicon
- ❖ L'organisation d'une journée de réflexion sur les essences forestières en voie de disparition telles que le karité et le néré, au CBDIBA à Bohicon,

### **2-6-2- Au niveau du CBDIBA**

- La formation des formateurs sur les techniques participatives d'intermédiation sociale à Bohicon ;
- La formation sur les techniques d'élaboration des prix unitaires et de présentation de dossiers de soumission ;

## **III – LES MOYENS**

Les moyens mobilisés pour la mise en œuvre des initiatives sont de trois ordres, à savoir : humains, matériels et financiers

### **3.1 Moyens humains**

Les ressources humaines utilisées par le CBDIBA pour la mise en œuvre de son programme regroupent aussi bien des cadres de conception, des agents d'exécution que des agents d'entretien.

Ainsi, Cinquante sept (57) employés répartis dans cinq antennes se sont activement déployés pour une exécution correcte des actions inscrites dans le programme d'activités concocté au titre de l'année 2004.

### **3.2. Moyens matériels**

Pour la conduite des opérations inscrites dans le programme d'activité il a été mobilisé les moyens matériels ci-après :

- 01 véhicules 4 x 4 à 10 places
- 02 voitures à 5 places
- 06 ordinateurs qui sont pour la plupart usagers
- 20 motos
- 02 photocopieurs
- 01 caméra
- 01 rétro-projecteur ;
- 01 centre de formation dotée d'infrastructure d'accueil ;
- des mobiliers de bureau
- 05 antennes (bureaux + équipements)

### **3.3. Moyens financiers**

Cf rapport financier

## **CONCLUSION**

Les actions engagées et les résultats obtenus sont fort encourageants et cadrent bien avec les objectifs de développement que s'est fixé le CBDIBA.

Ainsi donc, les groupes-cibles accompagnés ont pu résoudre partiellement ou définitivement certains problèmes de développement qui se posent quotidiennement à eux.

Il est donc souhaitable que les efforts se poursuivent résolument pour lever graduellement toutes les contraintes qui font évidemment obstacle à un développement harmonieux et durable.

Ces efforts ne peuvent naturellement être consentis sans l'appui financier des partenaires qui nous accompagnent sur la voie du développement. C'est ici donc le moment de leur rendre un hommage mérité pour les œuvres communautaires dont ils contribuent énormément à leur impulsion.

Bohicon, le 27 Janvier 2012

Le Directeur Exécutif du CBDIBA,

**Simplice AMAGBEGNON**